



Le Rassemblement-LR répond au document de l'Union Calédonienne intitulé « Notre indépendance est viable ». Nous rétablissons la vérité auprès de vous concernant les faux arguments avancés.

UN RÉFÉRENDUM-COUPERET EN 2018 COMME EN 1987 ?

Les Calédoniens sont appelés à se prononcer pour ou contre l'indépendance en 2018.

Le Rassemblement - les Républicains propose de remplacer ce référendum qui conduira à des confrontations brutales par un vote sur une solution partagée dans la France.

Pour rappel, lors du referendum de septembre 1987, 98,3% des votants avaient déjà refusé massivement l'indépendance.

Pourtant quelques mois plus tard, la Calédonie a connu l'un des pires moments de son histoire. Le passé doit être source d'enseignements pour l'avenir !

SEPT. 1987
RÉFÉRENDUM POUR OU CONTRE
L'INDÉPENDANCE

BOYCOTT DES INDÉPENDANTISTES
60% DE PARTICIPATION (malgré tout)
98,3% POUR LE MAINTIEN DANS LA FRANCE

FIN DU «BOOM DU NICKEL»



**TROUBLES À L'ORDRE PUBLIC,
ÉVÈNEMENTS (OUVÉA)**

NOV. 2018
RÉFÉRENDUM POUR OU CONTRE
L'INDÉPENDANCE

**CONTESTATION DU CORPS ÉLECTORAL
DANS L'OPTIQUE DE BOYCOTTER LA CONSULTATION**
SITUATION CRITIQUE
DU SECTEUR NICKEL ET DE L'ÉCONOMIE



**LES MÊMES CAUSES PRODUIRONT-ELLES
LES MÊMES EFFETS ?**

CE QUE DIT L'UNION CALÉDONIENNE

« L'activité économique du pays est peu dépendante des transferts de l'État »

FAUX !

155,8 milliards sont injectés par l'État chaque année en Nouvelle-Calédonie.

23 milliards proviennent de l'impôt sur le revenu des Calédoniens qu'il faudrait **multiplier par 7** pour compenser la dotation de l'État.

« La Nouvelle-Calédonie finance déjà 80 % de ses compétences »

FAUX !

Chaque transfert de compétences de l'État est accompagné d'un transfert financier.

En cas d'indépendance, l'État cesserait de donner ces compensations financières.

Si nous devons financer l'enseignement secondaire, cela coûterait aux familles 1,4 million par enfant et par an.

« Le transfert de l'État ne représente que 15 % du PIB local »

MAUVAISE FOI !

L'apport de l'État correspond à 50 % de plus que l'apport du nickel (seulement 10 % du PIB).

L'apport de l'État tatest quant à lui garanti et ne dépend pas de la conjoncture économique.

NOS RÉPONSES

FAUX !

« Les infrastructures pharaoniques et les acquis sociaux ont été mis en œuvre pour lutter contre l'indépendance »

Les indépendantistes ont voté la mise en place de prestations sociales coûteuses alors que nous étions les seuls à nous y opposer, faute de recette pour les financer !

Mais aujourd'hui, selon l'UC, fallait-il renoncer à la construction du Médipôle ?

Ne faut-il plus de soins de qualité pour les Calédoniens ?

Faut-il renoncer aux lycées ? Au Néobus ? Aux logements sociaux ?

Bref, faut-il perdre la qualité de vie que nous avons ?

QUELLES CONSÉQUENCES D'UNE INDÉPENDANCE ?

Afin, de mieux percevoir les conséquences de l'indépendance pour la Nouvelle-Calédonie. Comparons notre niveau de vie à celui de deux pays indépendants de la région.

	NC	Fidji	Vanuatu
Vie en squats (proportion de la population)	1,5%	15%	
Foyer connecté au réseau électrique	95,4%	85%	40%
Foyer connecté à l'eau courante	98,1%	85%	45%
Foyer avec réfrigérateur	78%	19%	9%
Mortalité infantile (pour 1000 naissances)	3,9	13,7	28
Espérance de vie (année)	77,1	67,5	71,1
Dépenses de santé / PIB	10,1%	2,9%	3,9%
Médécins / 1000 habitants	2,5	0,4	0,1
Salaire minimum (F CFP)	153 000	25 000	30 000

L'investissement de l'État en Nouvelle-Calédonie contribue à un développement humain unique dans notre région.

Ce développement se mesure par des facteurs tels que l'espérance de vie, le faible taux de mortalité infantile, la qualité du système de santé, etc.

L'engagement financier de l'État en Nouvelle-Calédonie est un dopant qui nous permet de disposer d'équipements aussi performants que sur l'ensemble du territoire de la République Française, tout en limitant notre endettement. L'État injecte dans l'économie calédonienne de quoi assurer un bon niveau de consommation.

Au delà de notre niveau de vie, notre destin commun est garanti par la France. C'est une nouvelle solution partagée dans la France qui nous apportera une paix et un futur, eux aussi partagés.

Rejoignez-nous dans une plateforme destinée à proposer cette solution de sagesse aux Calédoniens.

les **IR**assemblément
Républicains

s'engage dans cette démarche!

REJOIGNEZ-NOUS

Nom : Prénom:

Adresse : Ville :

Tél. : E-mail:

Cotisation individuelle 3 500 CFP

Cotisation couple 5 000 CFP (remplir 2 bulletins)

Cotisation simple 1 500 CFP (moins de 26 ans, étudiants)

Je souhaite faire un don de francs au Rassemblement

Formulaire à renvoyer avec votre règlement

à la Permanence de Nouméa - BP 306 98845 NOUMEA CEDEX

Merci de libeller votre chèque à l'ordre de «Association de financement du Rassemblement»